

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

GUIDE

**SESSION COURTE DE FORMATION :
L'APUREMENT NON MONÉTAIRE DES CRÉANCES
DE COTISATIONS SOCIALES PAR DATION EN PAIEMENT**

***SHORT TRAINING SESSION: NON-MONETARY
SETTLEMENT OF SOCIAL CONTRIBUTION DEBTS
THROUGH PAYMENT IN KIND***



You will never live alone!
*****Vous ne serez jamais seul !*****



1. CONTEXTE / BACKGROUND

Les cotisations sociales constituent la principale source de financement des prestations servies par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS). Elles sont, en principe, acquittées en numéraire.

Toutefois, certaines entreprises font face à des difficultés de trésorerie temporaires alors qu'elles possèdent un patrimoine de valeur. Pour optimiser le recouvrement sans asphyxier l'activité économique, le Conseil d'Administration de la CNPS a introduit en 2017 un mécanisme exceptionnel : l'apurement non monétaire par dation en paiement.

Social contributions constitute the main source of funding for the benefits provided by the National Social Insurance Fund (NSIF). They are, in principle, paid in cash.

However, some companies face temporary cash flow difficulties while possessing valuable assets. To optimise debt recovery without stifling economic activity, the NSIF Board of Directors introduced an exceptional mechanism in 2017: non-monetary settlement through payment in kind.

2. DÉFINITION ET CADRE D'EXCLUSION DEFINITION AND GROUNDS FOR EXCLUSION

3 ««

La dation en paiement est un mécanisme juridique par lequel la CNPS accepte de recevoir, en règlement de tout ou partie d'une dette sociale, un bien ou un actif différent de la somme d'argent initialement due.

Clauses strictes d'exclusion :

Le recours à la dation en paiement est strictement interdit dans les cas suivants :

- Fraude avérée ou tentative de dissimulation d'actifs par l'employeur.
- Liquidation judiciaire de l'entreprise (respect de l'ordre des créanciers).
- Créance contestée ou faisant l'objet d'un litige juridique non tranché.

Payment in Kind is a legal mechanism whereby the NSIF agrees to accept, in settlement of all or part of a social contribution debt, an asset or property other than the sum of money originally owed.

Strict Grounds for Exclusion:

The use of payment in kind is prohibited in the following cases:

- *Proven fraud or attempted concealment of assets by the employer.*
- *Liquidation of the company (in compliance with the order of creditors).*
- *A disputed debt or a claim that is pending litigations.*

3. CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ, SEUILS ET ACTIFS ADMIS

ELIGIBILITY CRITERIA, THRESHOLDS AND ELIGIBLE ASSETS

Seuils financiers minimaux:

- **Seuil minimal de la créance sociale : 5.000.000 FCFA**
 - o La dette globale de l'employeur (principal + majorations de retard) doit atteindre ce montant plancher.
 - o *En deçà* : Le dossier est automatiquement rejeté. L'employeur doit utiliser les modes de paiement monétaires classiques ou solliciter un moratoire (échéancier de paiement).
- **Seuil de couverture minimale du bien (Apurement partiel) : 50 % de la dette**
 - o Si le bien proposé ne couvre pas la totalité de la dette, sa valeur d'expertise retenue doit représenter au moins la moitié (50 %) de la créance totale.
 - o *Objectif* : Éviter que l'entreprise n'abandonne à la CNPS un bien à faible impact sur sa dette, la laissant avec le fardeau de la gestion d'un actif sans assainir sa situation.

Nature des biens admis :

Sous réserve de leur intérêt patrimonial pour la CNPS, les actifs acceptés sont :

- Terrains (bâtis ou non bâtis).
- Immeubles (bureaux, commerciaux, logements).
- Entrepôts ou installations industrielles exploitables.
- Actions, parts sociales ou valeurs mobilières facilement cessibles.

Minimum Financial Thresholds:

- **Minimum social contribution debt threshold: CFAF 5,000,000**
 - o *The employer's total debt (main amount plus additional charges for late payment) must reach this minimum threshold.*
 - o *Below this threshold: The application file is automatically rejected. The employer must use conventional monetary payment methods or apply for a moratorium (payment by instalment).*
- **Minimum asset coverage threshold (Partial settlement): 50% of the debt**
 - o *If the proposed asset does not cover the entire debt, its accepted appraised value must represent at least half (50%) of the total claim.*
 - o *Objective: To prevent a company from transferring to the NSIF an asset with little impact on its debt, thereby leaving the institution with the burden of managing the asset without significantly improving the employer's financial situation.*

Types of Eligible Assets

Subject to their value or usefulness to the NSIF, the following assets may be accepted:

- *Bare or built upon land.*
- *Buildings (administrative, commercial or residential).*
- *Warehouses or operational industrial facilities.*

- Équipements et matériels professionnels.
- Tout autre actif présentant une valeur économique certaine.
- *Shares, equity interests or marketable securities that can readily be transferred.*
- *Professional equipment and machinery.*
- *Any other property with marketable value.*

4. ÉVALUATION OBJECTIVE, FISCALITÉ, CHARGES ET INTÉRÊTS OBJECTIVE VALUATION, TAXATION, CHARGES AND INTEREST

Méthode de valorisation certifiée et décote de liquidité

Pour garantir l'équité, la valeur du bien n'est pas négociée de gré à gré mais fixée selon les modalités suivantes :

- **Double expertise** : Intervention obligatoire de deux experts indépendants agréés (un expert immobilier/technique et un expert financier).

- **Frais d'expertise** : Intégralement avancés par l'employeur débiteur.

- o *En cas d'acceptation finale* : Les frais sont remboursés à l'employeur par imputation directe sur sa dette sociale.
- o *En cas de refus non fondé sur une fraude* : Si le refus est basé sur un motif purement discrétionnaire de l'institution (ex : «non-conformité aux orientations patrimoniales»), la CNPS prend en charge 50% des frais engagés. L'employeur peut également bénéficier d'une déduction fiscale de ces frais selon la réglementation en vigueur.

- **Application de la décote** : Une décote de 10 à 20 % est appliquée sur la valeur vénale pour tenir compte des délais de revente éventuels et des coûts de gestion du bien par la CNPS. Le taux exact est fixé par le Comité interne en fonction de la nature du bien (ex: 10 % pour un bien facilement cessible, 20 % pour un bien spécifique).

Certified Valuation Method and Liquidity Discount

To ensure fairness, the value of the asset is not negotiated privately but is determined according to the following procedures

- **Double valuation**: Mandatory involvement of two approved independent experts (one property/technical expert and one financial expert).

- **Valuation costs** are fully borne by the employer.

- o *Where the valuation is acceptable: The cost is refunded by direct imputation in the debt owed.*
- o *In the event of refusal not based on fraud: Where the refusal is based solely on a discretionary decision of the institution (for example, "non-compliance with patrimonial investment guidelines"), the NSIF shall bear 50% of the costs incurred. The employer may also benefit from a tax deduction for these expenses in accordance with the applicable regulations.*

- **Application of the discount**: A discount of 10% to 20% is applied to the market value to take account of potential resale delays and asset management costs incurred by the NSIF. The exact rate is determined by the Internal Committee according to the nature of the asset (for example, 10% for an asset that can be readily transferred and 20% for a specialised asset).



Gestion pratique des biens grevés d'une charge

Si le bien est hypothéqué, la dation n'est recevable que si l'employeur fournit une mainlevée provisoire ou un accord écrit du créancier inscrit acceptant le transfert partiel de la garantie. À défaut, la CNPS peut procéder à un paiement direct du créancier sur le produit de la dation, sous réserve de l'accord de l'employeur.

Sort des intérêts et majorations de retard post-demande

Les majorations de retard sont figées à la date de dépôt de la requête complète. Aucun intérêt supplémentaire n'est exigé pendant la durée réglementaire de l'instruction (90 jours), sauf si le refus final est imputable à une manœuvre dilatoire de l'employeur.

Incidences fiscales, comptables et frais d'acte

- **Frais annexes** : Les frais de notaire, d'enregistrement et de publicité foncière sont supportés par l'employeur, sauf décision contraire du Directeur Général (DG) accordée à titre exceptionnel.
- **Pour l'employeur** : Les droits d'enregistrement liés au transfert de propriété, les taxes sur les plus-values immobilières ou la **TVA** applicable restent à sa charge exclusive.
- **Pour la CNPS** : L'actif reçu est inscrit au bilan comptable dans les comptes d'immobilisations ou de placements financiers à sa valeur d'expertise retenue. Les revenus générés suivent le régime fiscal des revenus patrimoniaux de la CNPS.

En cas d'apurement, la valeur du bien est imputée en priorité sur le principal de la dette sociale, puis sur les majorations et pénalités de retard, sauf décision expresse du Directeur Général.

Practical Management of Encumbered Assets

Where the asset is subject to a mortgage, payment in kind shall only be admissible if the employer provides either a provisional discharge or a written agreement from the registered creditor accepting the partial transfer of the security. Failing this, the NSIF may proceed with direct payment to the creditor from the proceeds of the payment in kind, subject to the employer's consent.

Treatment of Interest and Additional Charges for Late Payment after Submission

Additional charges for late payment are frozen as of the date on which the complete application is submitted. No additional interest shall be charged during the statutory review period (90 days), unless the final refusal is attributable to delaying tactics on the part of the employer.

Tax, Accounting and Deed-Related Implications

- **Ancillary costs**: Notarial fees, registration fees and land registration publication fees shall be borne by the employer, unless otherwise decided by the Director General (DG) on an exceptional basis.
- **For the employer**: Registration duties relating to the transfer of ownership, capital gains taxes on real estate and any applicable **VAT** shall remain the employer's sole responsibility.
- **For the NSIF**: The asset received shall be recorded in the accounting records under fixed assets or financial investments at its accepted appraised value. Any income generated shall be subject to the tax regime applicable to the NSIF's patrimonial income.

In the event of settlement, the value of the asset shall be applied first to the main amount of the social contribution debt and subsequently to additional charges and charges for late payment, unless otherwise expressly decided by the Director General.

5. PROCÉDURE D'INSTRUCTION ET VOIES DE RECOURS APPLICATION TREATMENT AND REVIEW

Schéma récapitulatif des étapes

▼ [ÉTAPE 1 : REQUÊTE]

- Dépôt du formulaire type par l'employeur
- Fourniture obligatoire des pièces justificatives

▼ [ÉTAPE 2 : VÉRIFICATIONS]

- Contrôle des seuils
(Dette $\geq$ 5.000.000 FCFA)
- Vérification du ratio de couverture
($\geq$ 50% si partiel)
- Examen de la situation juridique
(Titre foncier, Hypothèques)

▼ [ÉTAPE 3 : EXPERTISE]

- Consignation des frais par l'employeur
- Double expertise externe
(Immobilier + Financier)
- Application de la décote de liquidité
(10% à 20%)

▼ [ÉTAPE 4 : DÉCISION MOTIVÉE]

(Si Refus) ► [NOTIFICATION DE REFUS]

- Analyse par le Comité Interne - Lettre motivée du DG
- Validation de la valeur sous 90 jours max - Ouverture des voies de recours
(Gracieux / Hiérarchique)

(Si Accord)

Summary of the Process

▼ [STEP 1: APPLICATION]

- Submission of the standard application form by the employer
- Mandatory provision of supporting documents

▼ [STEP 2: VERIFICATIONS]

- Verification of thresholds
(Debt $\geq$ CFAF 5,000,000)
- Verification of the coverage ratio
($\geq$ 50% if partial)
- Review of the legal status of the asset
(Land Title, Mortgages)

▼ [STEP 3: VALUATION]

- Deposit of valuation fees by the employer
- Dual external valuation (Property + Financial)
- Application of the liquidity discount
(10% to 20%)

▼ [STEP 4: REASONED DECISION]

(If Rejected) ► [NOTICE OF REJECTION]

- Review by the Internal Committee - Reasoned decision letter issued by the Director General
- Validation of the value within a maximum of 90 days - Opening of avenues for appeal (Administrative Review / Hierarchical Appeal)

(If Approved)

▼ [ÉTAPE 5 : ACTE DE TRANSFERT]

- Rédaction de la Convention de Dation en paiement
- Signature par le Directeur Général et l'Employeur
- Formalités d'enregistrement devant Notaire

▼ [ÉTAPE 6 : IMPUTATION]

- Inscription de l'actif au bilan de la CNPS
- Apurement prioritaire du principal de la dette sociale
- Remboursement comptable des frais d'expertise avancés

▼ [ÉTAPE 7 : SUITE DU RECouvreMENT]

- **Option A** : Dette soldée à 100% ► Délivrance de l'ACS
- **Option B** : Solde débiteur résiduel ► Signature d'un moratoire ou reprise des poursuites forcées.

▼ [STEP 5: DEED OF TRANSFER]

- *Drafting of the Payment in Kind Agreement*
- *Signature by the Director General and the Employer*
- *Registration formalities before a Notary Public*

▼ [STEP 6: ALLOCATION]

- *Recording of the asset in the NSIF's balance sheet*
- *Priority settlement of the main amount of the social security debt*
- *Accounting reimbursement of the valuation fees advanced*

▼ [STEP 7: CONTINUATION OF RECOVERY PROCEDURES]

- **Option A**: Debt settled in full (100%) ► *Issuance of the Social Compliance Certificate (ACS)*
- **Option B**: Outstanding balance remaining ► *Signature of a moratorium agreement or resumption of enforcement proceedings.*

6. DÉLAIS, FORMALITÉS ET ARCHIVAGE DEADLINES, FORMALITIES AND RECORD KEEPING

L'employeur soumet sa requête au Directeur Général de la CNPS, accompagné des pièces obligatoires (titre de propriété, certificat de propriété de moins de 3 mois, état complet des dettes fiscales/sociales, rapport d'expertise récent si disponible).

- **Délai d'instruction** : La CNPS dispose d'un délai maximal de 90 jours à compter du dépôt du dossier complet pour notifier sa décision.

The employer shall submit the application to the Director General of the NSIF, together with the required supporting documents (title deed, certificate of ownership issued within the last three months, complete statement of tax and social security liabilities, and a recent valuation report if available).

- **Processing period**: The NSIF has a maximum period of 90 days from the date of submission of the complete application file to notify its decision.

- **Conservation des données :** L'intégralité du dossier (requête, expertises, décisions, convention) est archivée par la CNPS pendant une durée de 10 ans à compter de la date de transfert, conformément aux règles de gestion des archives publiques.
- **Décision et Voies de recours :** Toute décision de refus de la CNPS doit être obligatoirement motivée sur des critères techniques, financiers ou juridiques objectifs.
- **Recours gracieux :** L'employeur dispose d'un délai de 30 jours après notification du refus pour introduire un recours gracieux devant le Directeur Général.
- **Recours hiérarchique :** En cas de second refus, un recours peut être porté devant le Conseil d'Administration dans les 30 jours suivants.
- **Record retention:** The entire file (application, valuations, decisions and agreement) shall be archived by the NSIF for a period of 10 years from the date of transfer, in accordance with public records management regulations.
- **Decision and remedies:** Any decision by the NSIF to reject an application must be duly justified on the basis of objective technical, financial or legal criteria.
- **Administrative review:** The employer has a period of 30 days following notification of the rejection to submit an administrative review request to the Director General.
- **Hierarchical Review:** In the event of a second rejection, an appeal may be lodged before the Board of Directors within the following 30 days.

7. FORMALISATION ET EFFETS SUR L'ATTESTATION DE CONFORMITÉ SOCIALE (ACS)

FORMALISATION AND EFFECTS ON THE SOCIAL COMPLIANCE CERTIFICATE (ACS)

9 «««

La Convention de dation en paiement

Toute acceptation fait l'objet d'une convention écrite obligatoire signée entre le Directeur Général de la CNPS et l'employeur. Ce document rédigé par acte notarié précise : la désignation du bien, la valeur retenue, les modalités de transfert, l'extinction totale ou partielle de la dette, et la clause de renonciation aux poursuites sous réserve de la perfection du transfert.

Clarification stricte sur l'ACS

L'acceptation d'une dation en paiement ne donne pas un droit automatique à l'Attestation de Conformité Sociale (ACS) :

Payment in Kind Agreement

Every acceptance shall be formalised through a mandatory written agreement signed between the Director General of the NSIF and the employer. This document, executed by notarial deed, shall specify: the description of the asset, the accepted value, the transfer arrangements, the total or partial extinguishment of the debt, and the waiver of legal proceedings clause, subject to the effective completion of the transfer.

Strict Clarification Regarding the ACS

Acceptance of a payment in kind does not automatically entitle the employer to a Social Compliance Certificate (ACS):

- **Apurement total** : L'ACS est délivrée dès que le transfert de propriété est définitivement acté chez le notaire.
- **Apurement partiel** : L'ACS est formellement refusée tant que l'employeur n'a pas soldé le reliquat de sa dette en numéraire ou signé un moratoire (échancier de paiement) pour le solde, et que ce moratoire n'a pas été respecté pendant au moins une échéance pleine.
- **Full settlement**: The ACS shall be issued as soon as the transfer of ownership has been definitively completed before the notary.
- **Partial settlement**: The ACS shall be formally denied until the employer has either paid the outstanding balance of the debt in cash or signed a moratorium agreement (payment by instalment) for the remaining balance, and has complied with that moratorium for at least one full instalment period.

8. OUTILS PÉDAGOGIQUES : CAS PRATIQUES CHIFFRÉS

EDUCATIONAL TOOLS: NUMERICAL CASE STUDIES

Cas pratique N°1 : Apurement total avec remise gracieuse sur les pénalités (non automatique)

Données initiales : L'entreprise A présente une dette sociale globale de **12.000.000 FCFA**, (Principal de la créance : 10.000.000 FCFA, Majorations et pénalités de retard : 2.000.000 FCFA) et propose un entrepôt commercial en dation.

Évaluation et valeur retenue : Les experts indépendants estiment la valeur vénale de l'entrepôt à 12.200.000 FCFA. Après application d'une décote de liquidité de 10% par le Comité interne (actif à haute liquidité en zone urbaine), la valeur définitive retenue pour l'opération est fixée à **11.000.000 FCFA**.

Mécanisme d'imputation légale : La dation est validée par le Comité, conformément aux règles comptables de la CNPS et l'imputation de la valeur du bien se fait selon l'ordre des priorités suivant:

- Apurement prioritaire du principal : 10.000.000 FCFA sont intégralement éteints.
- Apurement partiel des accessoires : Le solde de la valeur du bien (1.000.000 FCFA) est affecté aux pénalités de retard.

Case Study No.1: Full Settlement with a Discretionary Waiver of Penalties (Non Automatic)

Initial Data: Company A has a total social contribution debt of CFAF 12,000,000 (main debt: CFAF 10,000,000; Additional charges and charges for late payment: CFAF 2,000,000) and proposes a commercial warehouse as a payment in kind.

Valuation and Accepted Value: Independent experts assess the market value of the warehouse at CFAF 12,200,000. After application of a 10% liquidity discount by the Internal Committee (highly liquid asset located in an urban area), the final value accepted for the transaction is fixed at **CFAF 11,000,000**.

Legal Allocation Mechanism: The payment in kind is approved by the Committee, in accordance with NSIF accounting rules, and the value of the asset is allocated according to the following order of priority:

- Priority settlement of the main amount: CFAF 10,000,000 is fully extinguished.
- Partial settlement of ancillary charges: The remaining value of the asset (CFAF 1,000,000) is applied to the charges for late payment.

- Calcul du solde débiteur : L'entreprise A reste juridiquement redevable d'un reliquat de pénalités s'élevant à : $2.000.000 - 1.000.000 = 1.000.000$ FCFA.

Instruction de la mesure gracieuse (Non automatique) : L'abandon du solde des pénalités (1.000.000 FCFA) n'étant pas automatique, l'employeur introduit parallèlement une requête distincte en remise gracieuse.

- Constatant la bonne foi absolue de l'employeur et l'effort d'assainissement majeur (le principal étant soldé à 100%), le Directeur Général peut user de son pouvoir réglementaire discrétionnaire et lui accorder la remise par la signature d'une décision de remise gracieuse pour le montant résiduel de 1 000 000 FCFA. Cette remise est accordée à titre exceptionnel et ne crée aucun droit ni précédent opposable pour d'autres dossiers.
- **Résultat et impact sur l'ACS :** La dette globale est officiellement et totalement éteinte grâce à la combinaison des deux actes juridiques (la convention de dation + la décision de remise gracieuse). L'ACS est délivrée immédiatement à l'employeur dès que l'acte de transfert de propriété est définitivement inscrit et formalisé chez le Notaire.

Cas pratique N°2 : Apurement partiel et poursuite du recouvrement

Données : L'entreprise B a une dette de 20.000.000 FCFA (Principal uniquement). Elle propose un terrain non bâti.

Évaluation : La valeur expertisée retenue est de 12.000.000 FCFA.

Vérification du ratio : 12.000.000 FCFA représente 60% de la dette totale. Le seuil minimal de 50% est respecté, le dossier est éligible.

- *Calculation of the outstanding balance: Following the deduction of the value of the transferred asset, Company A remains legally liable for an outstanding balance of CFAF 1,000,000 in charges, calculated as follows: CFAF 2,000,000 - CFAF 1,000,000 = CFAF 1,000,000.*

Review of the Discretionary Waiver Request (Non-Automatic): As the waiver of the remaining charges (CFAF 1,000,000) is not automatic, the employer simultaneously submits a separate request for a discretionary waiver.

- *Having established the employer's complete good faith and substantial effort towards financial regularisation (the main debt having been settled in full), the Director General may exercise his discretionary regulatory authority and grant the waiver by signing a decision approving a discretionary waiver for the outstanding amount of CFAF 1,000,000. Such waiver is granted on an exceptional basis and does not create any right or precedent that may be invoked in respect of other cases.*
- **Outcome and Impact on the ACS:** The total debt is officially and fully extinguished through the combined effect of the two legal instruments (the Payment in Kind Agreement and the Discretionary Waiver Decision). The ACS is issued immediately to the employer once the transfer of ownership has been definitively registered and formalised before the Notary Public.

Case Study No. 2: Partial Settlement and Continuation of Recovery Proceedings

Data: Company B has a debt of CFAF 20,000,000 (main amount only). It proposes an undeveloped plot of land.

Valuation: The accepted appraised value is CFAF 12,000,000.

Verification of the ratio: CFAF 12,000,000 represents 60% of the total debt. The minimum threshold of 50% is met and the application is eligible.



Calcul du solde : La dette résiduelle s'élève à :
20.000.000 FCFA - 12.000.000 = 8.000.000 FCFA.

Résultat : La dation éteint la dette à hauteur de 12.000.000 FCFA. Les procédures de recouvrement forcé continuent pour les 8.000.000 FCFA restants.

Pas de délivrance d'ACS tant que ce solde n'est pas réglé ou budgétisé dans un moratoire visé.

Calculation of the Outstanding Balance: The outstanding debt amounts to: CFAF 20,000,000 - CFAF 12,000,000 = CFAF 8,000,000.

Outcome: The payment in kind extinguishes the debt up to CFAF 12,000,000. Recovery proceedings continue for the remaining CFAF 8,000,000. **No Social Compliance Certificate (ACS)** shall be issued until this balance has been settled or incorporated into an approved moratorium.

9. QUESTIONS FRÉQUENTES : FOIRE AUX QUESTIONS (FAQ) FREQUENTLY ASKED QUESTIONS (FAQ)

– Que se passe-t-il si le bien perd de sa valeur après le transfert de propriété ?

Le transfert de propriété est définitif dès la signature de l'acte notarié. Si le bien se dégrade ou perd de la valeur sur le marché immobilier après cette date, la perte est supportée exclusivement par la CNPS. La dette de l'employeur reste définitivement éteinte à hauteur de la valeur initialement retenue.

– L'employeur peut-il racheter le bien cédé à la CNPS ultérieurement ?

L'employeur ne dispose d'aucun droit de rachat automatique ou de préemption. Si la CNPS décide de vendre le bien plus tard, l'employeur peut se porter acquéreur au même titre que n'importe quel acheteur tiers, aux conditions du marché de l'époque.

– La CNPS peut-elle revendre immédiatement le bien reçu ?

Oui. La CNPS devient pleinement propriétaire du bien. Elle peut décider soit de l'intégrer à son patrimoine immobilier locatif (orientation de placement), soit de le revendre par voie d'adjudication publique pour transformer cet actif physique en liquidités destinées au financement des prestations sociales.

– What happens if the asset loses value after the transfer of ownership?

The transfer of ownership becomes final upon signature of the notarial deed. If the asset deteriorates or loses value on the property market after that date, the loss shall be borne exclusively by the NSIF. The employer's debt remains definitively extinguished up to the value initially accepted.

– Can the employer repurchase the asset transferred to the NSIF at a later date?

The employer has no automatic right of repurchase or right of first refusal. If the NSIF decides to sell the asset at a later date, the employer may submit an offer to purchase on the same basis as any third-party buyer and under the market conditions prevailing at that time.

– Can the NSIF immediately resell the asset received?

Yes. The NSIF becomes the full owner of the asset. It may decide either to incorporate it into its rental property portfolio as an investment asset or to sell it through a public auction in order to convert the physical asset into cash for the financing of social benefits.

- **En cas de refus de ma demande de dation, que deviennent les frais d'expertise que j'ai avancés ?**

Si le refus est fondé sur un motif technique objectif (ex : bien non éligible, dette inférieure au seuil), les frais restent à votre charge. En revanche, si le refus est basé sur un motif purement discrétionnaire de la CNPS (ex: non-conformité aux orientations patrimoniales sans autre justification technique), la CNPS prend en charge 50 % des frais d'expertise, conformément à la section 4 du présent guide.

- ***If my application for payment in kind is rejected, what happens to the valuation costs that I advanced?***

If the rejection is based on an objective technical ground (for example, an ineligible asset or a debt below the minimum threshold), the costs remain your responsibility. However, if the rejection is based solely on a discretionary reason of the NSIF (for example, non-compliance with patrimonial investment guidelines without any other technical justification), the NSIF shall bear 50% of the valuation costs, in accordance with Section 4 of this guide.

10. GLOSSAIRE DES ABRÉVIATIONS GLOSSARY OF ABBREVIATIONS

- **CNPS** : Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
- **ACS** : Attestation de Conformité Sociale
- **DG** : Directeur Général
- **TVA** : Taxe sur la Valeur Ajoutée
- **FCFA** : Franc CFA
- **NSIF**: National Social Insurance Fund
- **ACS**: Social Compliance Certificate
- **DG**: Director General
- **VAT**: Value Added Tax
- **CFAT**: CFA Franc

11. CONCLUSION / CONCLUSION

En conclusion, le mécanisme de l'apurement non monétaire par dation en paiement consacre une approche moderne, pragmatique et équilibrée du recouvrement des créances sociales par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (**CNPS**). En offrant aux entreprises une alternative rigoureusement encadrée pour éteindre leurs dettes de cotisations, ce dispositif concilie deux impératifs fondamentaux : la préservation de la santé financière des structures économiques créatrices d'emplois et la garantie du financement pérenne de la protection sociale.

L'introduction des récentes réformes qu'il s'agisse de la prise en charge partielle des frais d'expertise en cas de refus technique, de la clarification des critères de décote de liquidité, du gel protecteur des majorations de retard ou de la sécurisation des biens hypothéqués, transforme ce mécanisme en un outil d'une transparence absolue. Ces garde-fous neutralisent le risque de gestion discrétionnaire, éliminent l'incertitude pour les employeurs de bonne foi et protègent le patrimoine de l'institution contre les actifs toxiques ou non liquides.

Pour les agents de recouvrement, ce guide trace une ligne de conduite claire : la dation en paiement reste une procédure **dérogatoire et d'exception**. L'application stricte des seuils d'éligibilité, le respect des 90 jours d'instruction, l'exigence d'une double expertise indépendante et le refus de délivrer l'Attestation de Conformité Sociale (**ACS**) en cas d'apurement partiel non budgétisé sont les garants de l'orthodoxie financière de la CNPS.

En définitive, la réussite de ce dispositif repose sur la vigilance, la rigueur technique et le professionnalisme des agents dans l'instruction de chaque dossier. Il s'agit de faire de la dation en paiement un levier d'assainissement mutuel, consolidant le partenariat de confiance entre la CNPS et le tissu économique national.

Conclusion: The mechanism for the non-monetary settlement of social contribution debts through payment in kind embodies a modern, pragmatic and balanced approach to the recovery of social security claims by the National Social Insurance Fund (**NSIF**). By offering employers a strictly regulated alternative for settling their contribution debts, this mechanism reconciles two fundamental objectives: preserving the financial health of job-creating economic entities and ensuring the sustainable financing of social protection.

The introduction of recent reforms, including the partial reimbursement of valuation costs in the event of a technical rejection, the clarification of liquidity discount criteria, the protective freezing of additional charges for late payment, and the safeguarding of mortgaged assets, has transformed this mechanism into a tool of complete transparency. These safeguards eliminate the risk of discretionary decision-making, remove uncertainty for employers acting in good faith, and protect the institution's assets from unsuitable or illiquid properties.

For recovery personnel, this guide establishes a clear course of action: payment in kind remains **an exceptional and derogatory procedure**. Strict application of eligibility thresholds, compliance with the 90-day review period, the requirement for two independent valuations, and the refusal to issue a Social Compliance Certificate (**ACS**) where a partial settlement is not covered by an approved moratorium are essential safeguards of the NSIF's financial discipline.

Ultimately, the success of this mechanism depends on the vigilance, technical rigour and professionalism of recovery personnel in assessing each application. The objective is to make payment in kind an instrument of mutual financial regularisation, thereby strengthening the relationship of trust between the NSIF and the national economic community.



You will never live alone!
Vous ne serez jamais seul !



Plus d'infos sur nos plateformes digitales / More information on our platforms :

- Siteweb : www.cnps.cm • E-mail : cnps.cameroun@cnps.cm • Facebook : **CNPS**
- Twitter : **@CnpsCameroun** • LinkedIn : **CNPS Cameroun** Tiktok : **@cnps.cameroun**

Vous ne serez jamais seul !  **You will never live alone!**